

Mercredi 16 septembre 2026

» PRESSE NATIONALE

Politique 

Fraternité Matin

CONSEIL D'ÉTAT / QUESTIONS FONCIÈRES, ARRÊTÉS PRÉFECTORAUX : LES CHEFS TCHAMAN CONFIENT LES DOSSIERS SENSIBLES À COULIBALY-KUIBIERT

Tête-à-tête Conseil d'État - autorités traditionnelles atchan hier. Les leaders de l'Association des chefs tchaman du District autonome d'Abidjan, relativement aux questions foncières et aux arrêtés préfectoraux touchant à leurs communautés, ont rencontré Ibrahim Coulibaly-Kuibiert, président de la juridiction administrative suprême, afin de porter à son attention ces dossiers sensibles. La rencontre a eu lieu dans les locaux de l'institution à Cocody-Les Vallons. Le porte-parole de la délégation des visiteurs, Nangui Mages, chef du village de Songon Dagbé, a confié que sur ces sujets délicats au cœur de batailles administratives et judiciaires, ses pairs et lui misent sur l'expertise et l'intervention de leur hôte pour faire avancer ces affaires complexes. « Nous avons abordé avec le président du Conseil d'État les questions de terre, d'arrêtés préfectoraux. Ce sont les plus gros problèmes que nous avons dans nos communautés », a-t-il fait savoir. Ibrahim Coulibaly-Kuibiert a, lui, salué l'initiative du collectif des chefs tchaman. « Ensemble, nous allons mettre en place une sorte de mode opératoire pour régler tous les problèmes, pour le grand bonheur de nos populations », a-t-il promis.

L'EXPRESSION
QUOTIDIEN

DIPLOMATIE : ABIDJAN PASSE UN MESSAGE À RIYAD ET À ABU DHABI

Faire du dialogue un levier essentiel de paix et de coopération. C'est dans cet esprit que la ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Nialé Kaba, a reçu successivement en audience, le lundi 14 septembre 2026, les Ambassadeurs du Royaume d'Arabie Saoudite, Saad Bin Bakheat Alqathami, et des Émirats Arabes Unis, Ali Yousef Al Nuaimi. Avec l'Ambassadeur saoudien, les discussions ont porté sur la revue de la coopération bilatérale et sur les perspectives de sa consolidation et de sa diversification dans plusieurs domaines d'intérêt commun. Les échanges ont également permis d'aborder la situation au Moyen-Orient, dans un contexte marqué par de fortes tensions. La rencontre avec le diplomate des Émirats arabes unis s'inscrivait, quant à elle, dans la dynamique de raffermissement des liens d'amitié et de coopération entre la République de Côte d'Ivoire et les Émirats arabes unis.

le jour
AFRIQUE AUSTRIENNE

ÉCHANGES DE COMPÉTENCES EN MATIÈRE MILITAIRE : LES ARMÉES IVOIRIENNES ET ÉTASUNIENNES ÉTABLISSEMENT UNE NOUVELLE FEUILLE DE ROUTE

Les Forces Armées de Côte d'Ivoire (FACI) et celles des États-Unis ont tenu, récemment à l'hôtel des Armées à Abidjan-Plateau, un séminaire de coordination de défense destiné à définir les grandes orientations de leur coopération militaire. Présidée par le général d'Armée Lassina Doumbia, Chef d'État-Major Général des Armées (CEMGA), cette rencontre a réuni les responsables militaires ivoiriens et plus de 40 experts américains issus de différentes composantes, autour de neuf domaines prioritaires de défense. Le général d'Armée Lassina Doumbia a salué la qualité des relations militaires entre la Côte d'Ivoire et les États-Unis, ainsi que les résultats concrets enregistrés au fil des années en matière de formation, d'équipements et de renforcement des capacités opérationnelles. Experts ivoiriens et américains ont dressé le bilan des activités conduites depuis 2024 avant d'identifier conjointement les priorités à développer. Les travaux en commissions ont ainsi permis de confronter les besoins exprimés par les FACI aux différentes possibilités de coopération offertes par la partie américaine et de poser les bases d'un plan d'action bilatéral pour la période 2027-2031.

GESTION DES FRONTIÈRES SEPTENTRIONALES ET ANTITERRORISME : LE PARI DE L'ANTICIPATION DE L'AILCT AUX FRONTIÈRES DU NORD

Korhogo accueille, les 15 et 16 septembre 2026, un séminaire consacré à la gestion des frontières septentrionales. L'objectif est de renforcer les capacités des autorités préfectorales, des forces de sécurité et des leaders communautaires face aux menaces sécuritaires et aux risques de crises. Face à l'évolution de l'environnement sécuritaire dans la sous-région ouest-africaine, la Côte d'Ivoire entend renforcer son dispositif de prévention aux frontières. C'est tout l'enjeu du séminaire stratégique ouvert, hier, à l'Hôtel des Savanes de Korhogo, autour du thème « Gestion des frontières septentrionales : entre anti-terrorisme et prévention des crises ». Organisée conjointement par l'Institut de Recherche Stratégique de l'Académie Internationale de Lutte contre le Terrorisme (IRS-AILCT) et la Commission Nationale des Frontières de Côte d'Ivoire (CNFCI), avec l'appui du Canada et de l'Allemagne, cette rencontre réunit les autorités préfectorales, les Forces de Défense et de Sécurité, ainsi que les leaders communautaires des régions du Bounkani, du Tchologou, du Poro, de la Bagoué, du Folon et du Kabadougou.

INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN : LA CÔTE D'IVOIRE ET SES PARTENAIRES HARMONISENT LA MÉTHODOLOGIE DE CALCUL DE L'IDH

Une cinquantaine d'experts nationaux et internationaux ont pris part, hier, au Plateau, à un atelier international sur l'harmonisation des méthodologies de calcul de l'Indice de Développement Humain (IDH) et l'élaboration du Rapport National sur le Développement Humain. Initiée par le ministère du Plan et du Développement, la rencontre avait pour objectif de mettre en place un dispositif inter institutions de suivi de la production des indicateurs de développement humain durable et de démarrage du processus d'élaboration du prochain Rapport National sur le Développement Humain (RNDH) 2026, après celui de 2019. Les participants sont issus de diverses institutions nationales et internationales, entre autres, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Bureau de l'Unesco en Côte d'Ivoire, le Bureau du Rapport sur le Développement Humain, l'Institut de statistique de l'Unesco, la Banque mondiale. « Cette rencontre internationale contribuera à bâtir un pont solide entre les standards internationaux du PNUD et les systèmes statistiques nationaux, afin que chaque réforme sectorielle engagée, dans le cadre du PND 2026-2030, soit pleinement et fidèlement captée dans les calculs mondiaux de l'IDH », a souligné Souleymane Diarrassouba, président de la cérémonie d'ouverture.

FOCUS PND 2026-2030 : LE SECTEUR PRIVÉ INVITÉ À INVESTIR DANS LES GRANDS PROJETS NUMÉRIQUES

Faire connaître au secteur privé les projets du PND et leurs opportunités d'investissement. Tel est l'objectif des « Focus PND » de la CGECI. Après une première session, le patronat a consacré, le mardi 15 septembre 2026, à la Maison de l'Entreprise au Plateau, la deuxième au ministère de la Transition numérique et de l'Innovation technologique. Ahmed Cissé, président de la CGECI, a expliqué le choix du numérique par son caractère transversal. « Le numérique conditionne la performance de l'administration, la compétitivité de nos entreprises, l'employabilité des jeunes et la qualité des services, notamment dans la santé et l'éducation », a-t-il souligné. Djibril Ouattara, ministre de la Transition numérique et de l'Innovation technologique, a présenté une feuille de route bâtie autour de 7 piliers et 40 projets structurants pour 2026-2028. « Nous allons agir sur la connectivité et l'accès à Internet, la transformation numérique de l'administration, l'innovation technologique et l'Intelligence artificielle, tout en renforçant la cybersécurité et les compétences numériques », a-t-il expliqué. À cela s'ajoutent la relance de l'e-commerce et la transformation du secteur postal.

ÉCONOMIE ANIMALE : LA CÔTE D'IVOIRE MOBILISE TOUS LES ACTEURS

Permettre à la Côte d'Ivoire de franchir une nouvelle étape vers une économie animale plus productive, plus compétitive, plus résiliente et plus inclusive. C'est l'objectif que veut atteindre le gouvernement. A cet effet, un appel a été lancé à la mobilisation de l'ensemble des acteurs des Ressources animales. L'économie animale doit désormais être appréhendée comme un écosystème couvrant toute la chaîne de valeur, des intrants, de l'alimentation et de la santé animale à la transformation, la conservation, la chaîne du froid, la commercialisation, la traçabilité, la recherche, la formation et le financement. La réussite de cette transformation repose ainsi sur une action concertée. Plus de 2 300 milliards de FCFA devraient être mobilisés auprès du secteur privé. Le gouvernement souhaite également améliorer l'accès des éleveurs au financement et attirer davantage d'investisseurs nationaux et internationaux dans les différentes chaînes de valeur. (Source : CICG)

SURVEILLANCE SANITAIRE DE LA FAUNE SAUVAGE : DEUX MINISTÈRES S'ENGAGENT DANS UN PARTENARIAT

La Direction des Services Vétérinaires et du bien-être animal et l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR) vont désormais mutualiser leurs efforts dans le cadre de la surveillance sanitaire de la faune sauvage. Un mémorandum d'accord a été signé à cet effet, hier, à la forêt du Banco, entre les deux ministres de tutelle, Sidi Tiémoko Touré, ministre des Ressources animales et halieutiques, et Abou Bamba, ministre de l'Environnement et de la Transition écologique. Cet accord engage les deux structures à établir un partenariat solide visant à surveiller et à préserver la santé des animaux sauvages dans les parcs nationaux et réserves naturelles ; à faciliter l'échange d'informations zoonosaires entre les deux entités pour une gestion efficace des dangers sanitaires ; à développer et mettre en œuvre des protocoles de surveillance intégrés pour prévenir la propagation des maladies au sein de la faune sauvage ; à coordonner les actions en cas de situations d'urgence liées à la santé de la faune sauvage, y compris la prévention de potentielles épizooties ; à collaborer régulièrement par le biais de réunions, d'échange d'informations et de formations conjointes afin de renforcer leurs capacités respectives.

Société 

ORGANISATION DU MONDE ISLAMIQUE POUR L'ÉDUCATION, LES SCIENCES ET LA CULTURE : DOMINIQUE OUATTARA PROPOSÉE AMBASSADRICE DE BONNE VOLONTÉ

La Première Dame, Dominique Ouattara, a reçu, hier, à son cabinet de Cocody, Adama Diawara, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Au cours de cette audience, deux sujets étaient à l'ordre du jour. La proposition de l'Organisation du Monde Islamique pour l'Éducation, les Sciences et la Culture (ICESCO) pour qu'elle accepte la fonction d'ambassadrice de bonne volonté et le parcours des onze Ivoiriennes bénéficiaires de la Bourse d'excellence Dominique Ouattara pour des études en aviation civile. Selon une note d'information de la direction de la communication du cabinet de la Première Dame, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a confirmé l'information à son hôte. « Il s'agit de remettre à la Première Dame un courrier émanant du directeur général de l'ICESCO qui souhaite qu'elle accepte d'assumer la fonction d'ambassadrice de bonne volonté de l'ICESCO », a-t-il indiqué au terme des échanges.

ONAD ET ONEP : DE NOUVEAUX RESPONSABLES NOMMÉS

L'Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD) et l'Office National de l'Eau Potable (ONEP) ont de nouveaux dirigeants. Ouattara Allahmadogo Siriki, précédemment conseiller technique au ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité (MINHAS), est le nouveau directeur général de l'ONAD. Nabintou Cissé, quant à elle, est confirmée à la tête de l'ONEP. La passation de charges à l'ONAD s'est tenue, le mardi 15 septembre 2026, au siège de l'office, à la Riviera Bonoumin. Elle a marqué l'entrée en fonction de Ouattara Allahmadogo Siriki. La cérémonie, présidée par le PCA Koné Souleymane s'est déroulée sous la supervision de Gildas Simy, directeur de cabinet adjoint du MINHAS, et d'Amosse Augustin Koffi Kouakou, inspecteur général. « Je mesure pleinement l'ampleur des enjeux qui nous attendent mes futurs collaborateurs de l'ONAD et moi. Le drainage et l'assainissement demeurent un défi majeur pour notre pays et l'ONAD a un rôle central à jouer pour relever ce défi », a-t-il confié. Mme Cissé Nabintou a, pour sa part, exprimé sa reconnaissance au Président de la République, Alassane Ouattara, ainsi qu'au ministre Amédé Koffi Kouakou pour la confiance renouvelée à son égard.



SODEXAM : ABDOUL ADAM SYLLA, NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Abdoul Adam Sylla a été officiellement confirmé nouveau directeur général de la Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique (SODEXAM), après 6 mois d'intérim à la tête de l'institution. L'information a été rendue publique, hier, mardi 15 septembre 2026 à l'issue d'une session extraordinaire du Conseil d'administration.



BOUAKÉ/ POSE DES NOUVELLES PLAQUES D'IMMATRICULATION : AMADOU KONÉ CONSTATE L'EFFECTIVITÉ DE L'OPÉRATION

En vue de s'assurer du bon déroulement de l'opération de pose des nouvelles plaques d'immatriculation sécurisées pour les engins 2 et 3 roues, le ministre des Transports et des Affaires maritimes, Amadou Koné, par ailleurs maire de Bouaké, était, le samedi 12 septembre 2026, au Guichet Unique Automobile (GUA) de Bouaké, accompagné d'une forte délégation. Le ministre a ainsi constaté de près la réalité du terrain quelques jours après le démarrage officiel de l'opération dans la capitale du centre. Sur place, le constat était rassurant. Les usagers, automobilistes et motocyclistes, affluaient pour se mettre en conformité. La chaîne de traitement, de la vérification du dossier à la pose de la plaque, est fluide et rapide. « Je suis venu m'assurer que le travail se passe bien et que les usagers sont bien pris en charge », a déclaré Amadou Koné, après avoir fixé une plaque sur une moto. Puis d'ajouter : « Ce que je vois à Bouaké est satisfaisant. Les délais sont respectés, l'accueil est professionnel et surtout, nos populations ont compris l'enjeu. La nouvelle plaque est un outil de lutte contre l'incivisme routier et un instrument de sécurité nationale », a-t-il ajouté.



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : DE NOUVELLES HOMOLOGATIONS DÉLIVRÉES

Le paysage de l'enseignement supérieur s'enrichit de nouvelles formations reconnues. À Cocody-Attoban, University of Abidjan a consolidé récemment son positionnement avec de nouvelles homologations accordées par l'État de Côte d'Ivoire. La décision intervient à la suite de la session du 28 juillet 2026 de la Commission de Reconnaissance et d'Équivalence des Diplômes Nationaux et Étrangers Post-BAC. Pour le Dr Oluwatosin Samuel Dada, vice-président de Uniabidjan, l'arrêté ministériel constitue « une étape majeure » dans le développement institutionnel de l'université. Selon lui, cette décision vient consacrer, pour les programmes concernés, leur conformité aux exigences de l'enseignement supérieur en Côte d'Ivoire. La nouvelle décision concerne plusieurs filières au niveau Licence. Il s'agit notamment d'homologues les diplômes de Licence en Comptabilité, Finance, Marketing et Économie. Dans le domaine technologique, l'offre comprend également la Licence en Informatique, avec des options en Cybersécurité, Data Science et Intelligence artificielle. Au niveau BAC+5, deux formations de Master Degree in Business Administration sont concernées.

FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE : LE COMITÉ PARITAIRE DE PILOTAGE RELANCE SES ACTIVITÉS



Le Comité Paritaire de Pilotage du partenariat en matière de formation professionnelle et technique (CPP) veut accélérer le rythme. Après une période de ralentissement liée aux changements intervenus au sein du gouvernement et à la désignation de ses représentants, l'organe chargé du suivi du partenariat entre l'État et le secteur privé a tenu, hier, mardi 15 septembre, au lycée technique d'Abidjan, sa première réunion statutaire de l'année 2026. Une rencontre qui a permis de remettre la gouvernance du partenariat sur les rails et de fixer les prochaines échéances. Mis en place dans le cadre de la réforme du système de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle (ETFP) engagée depuis 2009, le partenariat École-Entreprise constitue un levier essentiel pour rapprocher la formation des besoins du monde du travail. Il repose sur l'implication des différentes parties prenantes, notamment l'État et les secteurs productifs, dans la conception et la mise en œuvre des dispositifs de formation, avec pour ambition d'améliorer l'employabilité des jeunes et de favoriser leur insertion durable.



SÉCURITÉ TRANSFUSIONNELLE : L'IMPORTANT BOND EFFECTUÉ PAR LA CÔTE D'IVOIRE

Le Centre National de Transfusion Sanguine de Côte d'Ivoire (CNTS-CI) a lancé, le lundi 14 septembre 2026, à son siège à Treichville, les festivités marquant son 75^e anniversaire. La cérémonie, présidée par la ministre d'État, ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration, Anne Désirée Ouloto-Lamizana, représentant le Premier Ministre, Robert Beugré Mambé, a été l'occasion pour le ministre de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture maladie universelle, Pierre Dimba, de révéler que la Côte d'Ivoire a dépassé ses prévisions en matière de collecte. Il a dressé le bilan des progrès enregistrés, annonçant l'ouverture de plusieurs Centres ces dernières années. « Aujourd'hui, le CNTS-CI ne se contente plus de collecter en quantité suffisante : il qualifie avec une rigueur absolue, transforme et assure la traçabilité totale du sang », a déclaré le ministre en charge de la Santé, révélant qu'en 2025, la Côte d'Ivoire avait collecté 309 767 poches de sang, dépassant ainsi les prévisions avec un taux de couverture de 103,25 %.



COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE : LA FILIÈRE RIZ VALIDE UN MÉCANISME DE COTISATION

La protection sociale des acteurs de la filière rizicole va connaître une nouvelle en Côte d'Ivoire. Réunis, le vendredi 11 septembre dernier, à l'hôtel Bellevue de Yamoussoukro, la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM), les représentants des ministères concernés et les organisations professionnelles agricoles ont validé le projet d'arrêté interministériel fixant les modalités de recouvrement des cotisations dues au titre du Régime Général de Base (RGB) de la Couverture Maladie Universelle (CMU) par les acteurs de la filière, selon un communiqué de presse dont Notre Voie a reçu copie. Présidée par Bamba Karim, directeur général de la CNAM, les travaux ont rassemblé les représentants des ministères en charge de l'Emploi, de la Protection sociale et de la Formation professionnelle ; de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières ; ainsi que ceux de l'Agence pour le Développement de la Riziculture (ADERIZ).



LE MINISTRE DE LA SANTÉ MET AU PAS LA SOCIÉTÉ EN CHARGE DE LA CONSTRUCTION DU CHU D'ABOBO

Le ministre de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture maladie universelle, Pierre Dimba, veut voir le futur Centre Hospitalier Universitaire (CHU) d'Abobo livré dans les délais annoncés. En visite sur le chantier, mercredi 9 septembre 2026, le membre du gouvernement n'a pas mâché ses mots face à ses partenaires. Il leur a demandé en des mots clairs d'accélérer la cadence, tout en maintenant le niveau de qualité requis. Cette visite a permis au ministre de s'enquérir de l'état d'avancement des travaux de cette importante infrastructure sanitaire. D'une capacité de 600 lits, le futur CHU d'Abobo affiche actuellement un taux d'avancement physique global de 42%. Le gros œuvre, quant à lui, est réalisé à 90%, selon les données communiquées à l'occasion.



IFTM TOP RESA 2026 : SIANDOU FOFANA VEUT RENFORCER LE PONT TOURISTIQUE ENTRE ABIDJAN ET L'EUROPE

La Côte d'Ivoire veut accélérer sa conquête des marchés touristiques français et européens. À l'ouverture, mardi 15 septembre à Paris, du Salon International French Travel Market – Top Resa (IFTM Top Resa), le ministre du Tourisme et des Loisirs, Siandou Fofana, a porté l'ambition de la stratégie « Sublime Côte d'Ivoire » : faire du tourisme un levier de croissance, d'attractivité et d'influence. Au Parc des Expositions de la Porte de Versailles, la Côte d'Ivoire entendait occuper une place de choix parmi les destinations africaines présentes au principal rendez-vous professionnel du tourisme en France. Conduite par Siandou Fofana, la délégation ivoirienne a mis en avant la diversité de l'offre nationale, avec pour objectif de renforcer sa présence sur le marché européen et de figurer parmi les cinq premières destinations africaines à l'horizon 2030, informe une note du ministère transmise à L'inter.



CONFLIT À LA FITKD : LE MINISTÈRE DES SPORTS ORDONNE LA REPRISE DE L'AGO DU 28 DÉCEMBRE 2025

Après plusieurs mois de tensions autour de la gouvernance de la Fédération Ivoirienne de Taekwondo (FITKD), le ministère des Sports a décidé de reprendre la main. Dans un communiqué daté du 14 septembre 2026, dont Soir Info a reçu copie le mardi 15 septembre, le ministère ordonne la reprise de l'Assemblée générale ordinaire (AGO) du 28 décembre 2025, dont plusieurs résolutions étaient contestées. Le texte est signé de Yao N'Guessan Alfred, Directeur de cabinet du ministère des Sports. Longtemps attendu dans ce dossier, l'arbitrage de la tutelle intervient après l'examen de plusieurs éléments, notamment le rapport du comité bipartite sur la situation de la FITKD ainsi que la correspondance d'opposition d'un collectif de 50 membres statutaires, en date du 7 septembre 2026. Le ministère a rappelé que World Taekwondo (WT), saisi du différend, a indiqué ne prendre aucune mesure sur le fond du conflit, estimant que les questions liées à la gouvernance de la Fédération relèvent des autorités nationales.



JO LOS ANGELES 2028 : LE DG DES SPORTS RASSURE LA SPRINTeuse MABOUNDOU KONÉ

De passage à Abidjan à la faveur de l'intersaison, Maboundou Koné, championne d'Afrique 2026 du 200 m, a été reçue en audience par Adama Doumbia, directeur général des Sports, le lundi 14 septembre 2026, à ses bureaux à Cocody-Bonoumin. Accompagnée du président de la Fédération Ivoirienne d'Athlétisme (FIA), Jeannot Kouadio Kouamé, l'athlète a fait ses civilités au DG et lui a témoigné sa gratitude pour le soutien du ministère des Sports lors des différentes compétitions. Les Jeux Olympiques d'été de Los Angeles 2028 étaient également au cœur des échanges avec un point d'honneur sur l'année 2027 qui constituera une année charnière avec de nombreuses compétitions qualificatives. La sprinteuse ivoirienne a ainsi sollicité l'appui de l'État de Côte d'Ivoire en vue de ces importantes joutes. M. Doumbia a félicité Maboundou Koné pour ses performances qui contribuent au rayonnement de la Côte d'Ivoire. Il l'a encouragée à poursuivre dans cette dynamique, tout en lui assurant le soutien indéfectible du ministère des Sports.



VU SUR LE NET

ÉLECTRICITÉ : LA CÔTE D'IVOIRE ET LA BANQUE MONDIALE RENFORCENT LEUR COOPÉRATION À TRAVERS LE PROGRAMME NEDA



Une délégation de la Banque mondiale a effectué, les 7 et 8 septembre 2026, une mission de terrain à Korhogo, Ferkessédougou et Bouaké, dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du Programme National de Numérisation et d'Accès à l'Électricité (NEDA). Une mission qui illustre la bonne dynamique de coopération entre l'État de Côte d'Ivoire et la Banque mondiale dans le secteur de l'électricité. Sous l'impulsion du gouvernement à travers le ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, la Côte d'Ivoire poursuit ses efforts en faveur du renforcement des infrastructures électriques et de l'amélioration de l'accès des populations à l'électricité. C'est dans cette perspective que s'inscrit le programme NEDA, qui bénéficie d'un financement de la Banque mondiale selon l'approche PforR (Programme pour les Résultats). Mis en œuvre par CI-ENERGIES, le programme vise notamment à améliorer la qualité de la desserte électrique et à accroître le taux d'accès à l'électricité dans plusieurs localités du pays.



TÉLÉCOMMUNICATION : DJIBRIL OUATTARA APPELLE A UNE HARMONISATION DE LA VISION DE L'AFRIQUE ET PRÉSENTE LA CANDIDATURE DE LA CÔTE D'IVOIRE

Djibril Ouattara, ministre de la Transition numérique et de l'Innovation technologique, a appelé l'Afrique à consolider sa position en prélude à la Conférence mondiale des télécommunications à Doha (Qatar), et surtout à soutenir la candidature de la Côte d'Ivoire au Conseil de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT). C'était ce mardi 15 septembre 2026, au Radisson Blu Hôtel d'Abidjan-Port-Bouët, lors de la double cérémonie d'ouverture de la 4e et dernière Réunion préparatoire africaine pour la Conférence des Plénipotentiaires 2026 (APM26-4 / PP-26) et du lancement de la 5^e édition du Défi africain de l'innovation de l'UAT. Il s'agira en effet pour les délégations de tous les pays africains membres de l'Union Africaine des Télécommunications (UAT) ainsi que les partenaires d'examiner les derniers préparatifs, finaliser les propositions communes africaines, définir les modalités de coordination du continent pendant la conférence de Doha du 9 au 27 novembre prochains, et examiner les candidatures africaines aux postes à pourvoir.



CACAO : L'ACCORD INTERNATIONAL DE 2026 ENTRE DÉFINITIVEMENT EN VIGUEUR LE 1ER OCTOBRE

Le Conseil de l'Organisation Internationale du Cacao (ICCO) a adopté, ce mardi 15 septembre 2026, à Abidjan, la résolution consacrant l'entrée en vigueur définitive de l'Accord international sur le cacao de 2026 à compter du 1er octobre prochain. Fruit de plusieurs années de négociations, ce nouvel accord place notamment le revenu des petits producteurs, la durabilité de la filière et la transformation locale du cacao au cœur des priorités de la coopération internationale. Réunis au siège de l'ICCO à Abidjan, les représentants des États membres ont franchi une étape majeure dans le renouvellement du cadre juridique de la coopération internationale dans le secteur du cacao. Conformément à l'article 58, paragraphe 3, de l'Accord international sur le cacao de 2026, les États concernés ont décidé de mettre en vigueur le nouvel accord de manière définitive à partir du 1er octobre 2026. Cette disposition permettait aux gouvernements concernés de déterminer les modalités et la date d'entrée en vigueur lorsque les conditions prévues aux paragraphes précédents n'étaient pas réunies.

» AGENCE DE PRESSE

Société



LA DEEG ET SES PARTENAIRES RENFORCENT LA LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE DES FILLES

Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement technique (MENAET), à travers la Direction de l'Égalité et de l'Équité du Genre (DEEG), a réuni, du lundi 14 au mercredi 16 septembre 2026 à Yamoussoukro, les principaux acteurs du système éducatif ivoirien en vue d'harmoniser leurs interventions pour améliorer la rétention des filles au collège. Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre de la phase pilote du Paquet d'Appui Minimum Favorable à la Rétention des Filles au Collège, un dispositif destiné à lutter contre le décrochage scolaire des jeunes filles dans l'enseignement secondaire. Pendant trois jours, les participants ont travaillé à la coordination des

différentes interventions et à l'adoption d'un cadre méthodologique commun devant faciliter la mise en œuvre du dispositif et son éventuel passage à l'échelle. Le Paquet d'Appui Minimum repose sur cinq principaux leviers, à savoir le Plan d'Accompagnement Individualisé (PAI), piloté par la Direction de l'Orientation et des Bourses (DOB), la sensibilisation et la mobilisation communautaire conduites par la DAPS-COGES, ainsi que la santé sexuelle et reproductive et la santé scolaire, sous la responsabilité de la Direction de la Médecine, de l'Hygiène et de la Santé Scolaire (DMOSS).



Restez connectés à l'actualité du gouvernement en vous abonnant à ses réseaux sociaux officiels



Pour toute information, prière contacter le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale (CICG).
Contact : +225 27 22 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.

L'ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE À PORTÉE DE CLIC ! 🖱️

Avec www.gouv.ci,
accédez à l'essentiel de la vie publique : décisions
des Conseils des ministres, démarches administratives,
actualité nationale.



Cicg

www.gouv.ci 101

www.gouv.ci - Une information publique, officielle et fiable